

ARTICLE 4 :

2015 / 063

La validité de cet arrêté est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- la vaccination antirabique
- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal

ARTICLE 5 :

L'arrêté est valable jusqu'au décès de l'animal.

En cas de changement de commune de résidence, l'arrêté doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile pour une éventuelle prolongation.

ARTICLE 6 :

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14.-1 du Code Rural, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

ARTICLE 7 : MESURES RESTRICTIVES

- Le chien cité en article 2 devra en permanence être soumis aux prescriptions suivantes :

► mise en contact avec le public et en présence de personnes vulnérables avec la **SURVEILLANCE ACTIVE DU PROPRIETAIRE**
OU

► le chien doit être dans un endroit clôturé ou attaché en conformité avec l'arrêté interministériel du 25 octobre 1982 modifié

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre au titre de son pouvoir de police générale toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).

Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

ARTICLE 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

ARTICLE 10:

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, Le 6 mai 2015,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150506-PM2015-063-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/05/2015

Publication : 11/05/2015



L'adjoint au maire délégué,

GIRAUD Xavier

77